

Dans le Midi, le FN siphonne une UMP tétanisée

À l'approche des élections municipales, les digues entre la droite et son extrême sont de plus en plus fragiles

Bouches-du-Rhône, Var
Envoyé spécial

Roland Chassain persiste et signe. Aux législatives de juin 2012, le maire (UMP) des Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône) avait préféré se retirer du second tour pour « faire battre » le socialiste Michel Vauzelle en duel face à une candidate du Front national. Les menaces de sanction de sa direction sont restées lettre morte.

« La clé du succès d'une droite forte et décomplexée », c'est d'« ouvrir le dialogue » avec les militants du FN, insiste-t-il. Dans un courrier, révélé par Marianne.net, adressé le 17 mai à Jean-François Copé, il raille les « ténors de l'UMP » qui « ne se soucient guère des militants et adhérents et encore moins des préoccupations de nos concitoyens ».

Dans cette région où la présence et le poids électoral du parti lepéniste sont forts, la question des alliances taraude la droite. Roland Chassain invoque la nécessité de « passerelles » quand la ligne officielle est de ne nouer aucun accord. Les responsables locaux de l'UMP l'assurent : « Chassain, c'est l'exception qui confirme la règle. » « Il ne s'est pas remis de sa défaite aux législatives de 2007 », où il avait perdu son siège de député, lâche un de ses collègues, laissant entendre que l'attitude du maire des Saintes-Maries ne serait dictée que par le dépit.

À l'approche des élections municipales de 2014, les pressions se font cependant de plus en plus fortes. « Les ténors de l'UMP continuent à dire qu'ils n'ont rien à voir avec nous. Les électeurs, et même certains responsables, commentent à avoir ras-le-bol de ce suicide collectif. Ils s'interrogent et nous le font savoir », assure Stéphane Ravier, le secrétaire de la fédération des Bouches-du-Rhône du FN.

Des glissements sont-ils possibles ? A n'en pas douter, ils sont déjà à l'œuvre et, de ce point de vue, le département du Var, où le parti d'extrême droite ne cache pas ses ambitions de conquérir quelques municipalités, fait office de laboratoire. L'UMP, rongée par ses divisions internes, a bien du mal à résister à la poussée du FN Philippe Vitel, secrétaire départemental de l'UMP, le reconnaît. « Le FN avance, il est très structuré, il a des candidats implantés et profite des divergences à droite, admet le député. Il y a des militants qui nous disent : "Pourquoi vous ne vous unissez pas ? L'ennemi, c'est la gauche !" Mais si on s'amuse à ça, c'est nous qui sommes morts ».

Lui a fait le choix de rejoindre le collectif de la Droite populaire, qui surfe sur des thèmes proches de ceux du FN. « Si on ne veut pas voir nos électeurs partir chez eux, il faut



Steve Briols (à droite), secrétaire général du FN, inaugure la nouvelle permanence du parti à Toulon, le 1^{er} avril. LUC BOUTRIS/MAXPPP

avoir un discours qui leur parle », assure-t-il. Ce qui n'a pas empêché le FN de progresser spectaculairement dans sa propre circonscription. « Je suis hanté par ce tiers d'électeurs qui avaient voté pour moi en 2007 et ont voté pour le Front en 2012 », avoue M. Vitel. Qu'est-ce que je leur ai fait, moi ? Je suis Droite populaire. On tient pourtant des propos assez avancés. Visiblement, ça ne suffit pas. Si on ne réagit pas, la fuite est inexorable. » Des propos qui révèlent le désarroi d'une partie de la droite face à son extrême.

Une gauche qui s'effondre, une droite en mal de repères, le FN prospère dans ce département. En trois ans, il a multiplié par cinq le nombre de ses militants. Avec plus de 2 500 adhérents encartés, le Var est devenu la plus grosse fédération du FN, devant les Bouches-du-Rhône. Là où, en 2008, le parti lepéniste avait présenté quatre listes, il envisage, aux prochaines municipales, de franchir la barre des quarante. Avec quelques réelles chances de succès.

Trois communes sont particulièrement visées : Brignoles, Six-Fours et Fréjus. Brignoles, dans le Haut-Var, est la deuxième ville du

département, après La Seyne-sur-Mer, encore détenue par la gauche « il faut qu'on protège Brignoles des griffes du FN », plaide le maire sortant, Claude Gilardo (PCF), qui ne se représentera pas. La droite, quant à elle, se cherche un candidat et la députée (UMP) de la circonscription, Josette Pons, sollicitée, n'est pas très chaude pour se sacrifier.

« Je suis Droite populaire. On tient pourtant des propos assez avancés. Ça ne suffit pas »

Philippe Vitel
député et responsable
de l'UMP dans le Var

De même, à Fréjus, l'UMP est en quête d'un candidat crédible pour succéder à Élie Brun, le maire sortant (UMP), pris dans des affaires judiciaires. « Il ne faut pas que Brun ait le pouvoir de nuire, soupire M. Vitel, sinon le FN est un danger majeur. » David Rachline, conseiller régional, conduira la liste du FN. A Six-Fours, c'est Frédéric Boccialetti, le secrétaire départe-

mental du FN, qui sera tête de liste. Aux élections cantonales de 2011, il avait obtenu 49 % des suffrages.

« Les lignes bougent », se félicite ce dernier, qui s'est fixé pour objectif que le Var soit le premier département, en termes d'élus, pour le FN. D'autant que le parti lepéniste a été rejoint par d'anciens militants ou cadres de l'UMP qui conduisent ses listes dans plusieurs communes : Olivier Thomas à Sanary, Philippe de la Grange au Luc, Jean-Bernard Forme à Lorgues, Damien Gutierrez à La Seyne-sur-Mer. La situation dans cette ville, où la droite se déchire au point d'avoir commandé un sondage pour départager ses candidats, pourrait faire le jeu du FN.

Dans des petites communes de moindre importance, comme Calas, Rians ou Pourrières, ce sont des maires divers droite qui contactent le FN pour obtenir son soutien et des candidats sur leurs listes. Là où le FN avait des élus « dormants », non affichés comme tels, il entend désormais que ces soutiens soient visibles. « Toutes les barrières explosent », se réjouit M. Boccialetti. Et l'UMP désespère de trouver la parade. ■

PATRICK ROGER

La stratégie contre le FN, l'autre clivage Copé-Fillon

L'ATTITUDE à adopter face au Front national mine l'UMP depuis la défaite de Nicolas Sarkozy à la présidentielle. Si tous les dirigeants du parti excluent une alliance avec l'extrême droite, le clivage se focalise sur la stratégie à suivre face aux électeurs tentés de voter pour la formation de Marine Le Pen.

Deux camps s'opposent en interne. D'un côté, on retrouve l'aile droitier axée sur les valeurs traditionnelles, incarnée par Jean-François Copé et les sarkozystes. De l'autre, une aile plus tournée vers le centre et privilégiant les thématiques économiques et sociales, représentée par François Fillon, Alain Juppé ou Bruno Le Maire.

Les premiers jugent que l'UMP doit se montrer très ferme sur les questions régaliennes (sécurité, immigration, laïcité) si elle veut attirer des électeurs votant FN ou prêts à le faire. C'est ce que l'on appelle « la ligne Buisson » du nom de l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy venu de l'extrême droite. Les seconds estiment au contraire que cette stratégie n'affaiblit pas le parti frontiste mais légitime ses thèses. « Plus on vu sur la dialectique du FN, plus les Français préféreront l'original à la copie », résume Jérôme Chartier, porte-parole de M. Fillon.

Référendum à l'UMP

Jean-François Copé et François Fillon demandent aux adhérents de se prononcer sur l'opportunité d'un nouveau vote pour la présidence de l'UMP. Les deux rivaux se sont entendus lundi 27 mai. Les adhérents, majoritairement hostiles à une nouvelle guerre des chefs, seront consultés fin juin. Ils se prononceront également sur les nouveaux statuts du parti. MM. Copé et Fillon ont laissé entendre qu'ils étaient favorables à l'annulation du scrutin.

MM. Fillon et Sarkozy, rivaux virtuels pour la présidentielle de 2017, incarnent à eux seuls ce désaccord idéologique. L'ex-premier ministre évoque une « différence d'approche irréconciliable » entre lui et l'ex-président sur ce sujet. « Nicolas Sarkozy pense que le Front national est à combattre parce qu'il affaiblit la droite. Moi, je pense que le Front national est à combattre parce qu'il est hors des limites du pacte républicain », a déclaré M. Fillon dans un documentaire diffusé le 8 mai sur France 3. Une manière de prendre à contre-pied l'ex-président, qui avait jugé Marine Le Pen « compatible avec la République ».

Exclusion ou avertissement

Au sein de l'UMP, un autre point de clivage apparaît : celui des sanctions à prendre vis-à-vis des élus de droite qui frottent avec les partisans du FN. Le parti de M. Copé a prononcé le 14 mai l'exclusion d'Arnaud Cléré, candidat UMP à Gamaches (Somme), qui a annoncé son intention de faire une alliance avec le FN. Mais Roland Chassain, maire UMP des Saintes-Maries-de-la-Mer (Bouches-du-Rhône), qui s'était désisté en faveur du parti frontiste aux législatives, n'a reçu qu'une lettre d'avertissement. Deux poids deux mesures ? « Il n'a pas été jugé qu'il noue une alliance effective avec le FN », se défend M. Copé. Pour Xavier Bertrand et François Fillon, l'UMP ne doit pas attendre que des élus franchissent le pas pour les exclure. Le député de l'Aisne s'est dit favorable à l'exclusion de tous ceux qui souhaitent faire une alliance avec le FN, comme Roland Chassain.

Lors de la campagne des municipales, l'UMP risque de se retrouver de nouveau confrontée à des rapprochements entre ses candidats et ceux du parti de Marine Le Pen. ■

ALEXANDRE LEMARIE

Une charte pour encadrer les ralliés

RESTER PRUDENT. Nicolas Bay, secrétaire général adjoint du Front national chargé de la campagne des municipales pour les communes de plus de 3 500 habitants, se refuse à employer le terme de « villes gagnables » et à faire des « pronostics ». Il n'en demeure pas moins que le parti d'extrême droite a identifié les villes où il se trouve en position favorable pour aborder le scrutin de 2014. Et où il a toutes les chances de ravir une mairie.

Ces communes à « très fort potentiel » se trouvent dans le Var, le Vaucluse, les Bouches-du-Rhône ou encore le Gard. Elles comptent de 11 000 à 51 000 habitants. Il s'agit, entre autres, de Fréjus, Brignoles, Sorgues, Carpentras, Tarascon, Istres, Vauvert, Saint-Gilles ou Beaucaire. Dans ces villes, le parti de Marine Le Pen a enregistré de très bons scores au premier

tour de la présidentielle (entre 25 % et 36 % des voix) et aux législatives (entre 36 % et 57 % des voix).

Main tendue

Dans ce Sud-Est où l'UMP est omniprésente, se pose évidemment la question des alliances. « Nous tendons la main à tous ceux qui veulent nous rejoindre. Il n'y a d'ailleurs pas que des gens de droite qui viennent vers nous », avance M. Bay. Il cite le cas - particulier - d'Anna Rosso-Roig, candidate Front de gauche aux législatives de 2012, qui vient de rejoindre le FN. Il concède cependant que « dans la majorité des cas, ce sont des gens de l'UMP ». Le FN explique volontiers qu'il n'a pas besoin de démarcher, les « contacts » viennent d'eux-mêmes.

Ce phénomène s'explique, selon M. Bay, par une « fracture

entre la base UMP et la direction nationale ». Les militants UMP « ne se sentent pas en phase avec le discours officiel. D'un côté, Jean-François Copé leur envoie des signaux et de l'autre, il leur pose un interdit définitif concernant les alliances », affirme-t-il.

Pour encadrer ces nouveaux venus et avoir une base politique de ralliement, une charte précisant les principaux points frontistes à respecter va être publiée. Elle devrait être terminée en septembre. Le refus de la hausse de la fiscalité ou la défense des petits commerces doivent ainsi figurer dans les programmes de ceux qui veulent bénéficier de l'appui du du logo frontiste. L'accent devrait être mis aussi sur la volonté de travailler avec des « patriotes » et non des « euromondialistes ». ■

ABEL MESTRE

OSP - CESSATIONS DE GARANTIE

COMMUNIQUE - 102125
En application de l'article R.2111-33 du livre II du code du tourisme,

L'ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DE SOLIDARITE DU TOURISME (A.P.S.T.)
dont le siège est situé : 15, avenue Carnot - 75017 PARIS, annonce qu'elle cesse d'accorder sa garantie à :

A.P.R.A.C TOURS IMMATRICULATION :
IM 066 11 0023
SARL au capital de 7 623 €
Siège social : 36 rue Barla 06300 NICE

L'association précise que la cessation de sa garantie prend effet 3 jours suivant la publication de cet avis et qu'un délai de 3 mois est ouvert aux clients pour produire les créances.